



Communiqué national EELV
7 mars 2019

Ensemble pour une Europe féministe

Des inégalités au travail qui ne semblent jamais se réduire, des violences subies, banalisées, niées, impunies, des libertés entravées par les discriminations, le non respect de droits aussi fondamentaux que celui de choisir sa sexualité et de si et quand faire des enfants... La liste est longue des atteintes aux droits des femmes et chaque 8 mars est l'occasion d'en rappeler la teneur. **En cette année d'élections européennes, en cohérence avec leurs positions et leurs combats en France, les écologistes font de l'égalité femme-homme une priorité de leur projet pour l'Europe.**

Face aux États européens où l'avortement n'est pas légal ou qui cherchent à le restreindre (Pologne, Malte, Italie, Chypre), l'Europe doit garantir le droit universel des femmes de maîtriser leur corps et leur fécondité. Alors que plusieurs alertes ont été émises ces derniers mois, la France ne doit pas lâcher sa vigilance sur le libre exercice du **droit à l'avortement** sur son territoire. Au plan européen, la montée des néoconservatismes montre que la bataille pour ce droit est loin d'être gagnée tant le droit à l'IVG n'a de cesse d'être contesté. Pour cette raison, l'accès à l'IVG doit devenir un droit fondamental au niveau européen.

Nous défendons la mise en place d'une **véritable politique sociale au sein de l'Union Européenne**, par l'application du Socle européen des droits sociaux adopté en 2017. La première étape doit être une harmonisation par le haut des dispositifs existant en Europe en matière de congés parentaux. Contrairement au gouvernement français, les écologistes ont soutenu la directive européenne sur l'équilibre vie privée-vie familiale : au Parlement Européen, les écologistes défendent une directive rendant obligatoire une indemnisation minimale des congés d'accueil de l'enfant, au même niveau que les congés maladie, rendant obligatoire le congé paternité et imposant un congé parental réellement partagé entre les deux parents. Nous souhaitons également garantir l'accueil des jeunes enfants à travers l'Union par l'accès à des modes de garde collectifs.

Ces mesures sont des leviers essentiels pour **l'emploi des femmes**. De même, l'Union Européenne doit établir un cadre contraignant pour garantir l'égalité salariale, en instaurant la transparence sur les inégalités de salaires au sein des entreprises et l'obligation de résorber les écarts constatés.

Les femmes doivent se sentir en sécurité au travail : les écologistes portent l'obligation de formation à destination des député.e.s européen.ne.s et des parlements nationaux, ainsi que des personnel.le.s des administrations, sur le **harcèlement sexuel** et la mise en place de comités indépendants en capacité d'appuyer les victimes. Les employeurs privés et publics doivent former et sensibiliser leurs cadres sur le harcèlement sexuel et mettre en place des comités de soutien aux victimes. Pour que l'Union européenne soit exemplaire, les écologistes ont fait adopter des plans de tolérance zéro pour combattre le harcèlement sexuel dans les institutions : à leur initiative, une

résolution pour lutte contre le harcèlement a été votée au Parlement européen. Nous demandons également que tous les États-membres ratifient **la Convention d'Istanbul** sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et veillent à ce que des mesures juridiques, financières et incitatives soient prises pour remplir leurs obligations.

Enfin, le mouvement #MeToo est loin d'avoir fini de créer des déflagrations en France : ces dernières semaines, de nouveaux scandales sont apparus, y compris dans des partis politiques. Nous ne pouvons ni ignorer cette actualité ni prétendre, malgré la mise en place d'un dispositif de prévention, avoir le remède infaillible pour combattre le sexisme en interne. Nous appelons donc les forces progressistes qui se reconnaissent dans ce combat à **s'unir pour partager leurs bonnes pratiques** en matière de prévention et de sanction des violences sexistes et sexuelles en politique. Nous avons le devoir de construire une nouvelle génération de responsables politiques respectueuses de l'égalité.

Tout doit changer pour les femmes, en France, en Europe, dans le monde. Il suffit de s'en donner les moyens.

Les écologistes appellent à rejoindre massivement les rassemblements pour les droits des femmes partout en France, en Europe et dans le monde et soutiennent l'appel à la grève le 8 mars à 15h40.